



LE DÉPARTEMENT



Madame Nathalie GONZALEZ
Maire des Arcs-sur-Argens
Hôtel de Ville
Place du Général de Gaulle
83460 LES ARCS-SUR-ARGENS

A l'attention de Madame Lucie DOUGNAC
Service Petite Enfance

Toulon, le **23 FEV. 2024**

Affaire suivie par : B. RUAU
Direction : Enfance et Famille
Service ou Pôle : PMI et promotion de la santé
Mail : gro-def-cellule-eaje@var.fr
☎ : 04 83 95 74 12
Nos réf : BR/JC/152-2024

Objet : Mise à jour du dossier administratif de l'établissement d'accueil de jeunes enfants "**Le Gréou**" situé rue René Cassin - Quartier Peymarlier aux Arcs-sur-Argens, 83460.

Madame le Maire,

J'accuse réception de votre courrier du 20 novembre 2023 et des pièces jointes, reçu dans le service le 6 décembre 2023.

J'accuse également réception du courriel de Mme DOUGNAC, du 24 janvier 2024.

Je prends note des mouvements de personnel suivants :

- le recrutement de Mme PONY, éducatrice de jeunes enfants, sur les temps d'analyses de pratique professionnelle, Mme BABA, CAPPE et d'une auxiliaire de puériculture qui a pris ses fonctions le 31/01/2024,
- les départs de Mme LEMAIRE, auxiliaire de puériculture, de Mme BUSSI, apprentie et de Mme SCHMITT, agent d'entretien,
- le départ de Mme SILBER Alice, éducatrice de jeunes enfants.

Pour autant, l'article R 2324-46-3 du code de la santé publique précise que les établissements de 25 places doivent disposer d'une éducatrice de jeunes enfants à hauteur de 0.75 ETP, soit 26h15/semaine.

Toutefois, le remplacement d'une EJE par le recrutement d'une auxiliaire de puériculture n'est pas envisageable, ni validé par la P.M.I.

Je vous remercie de bien vouloir procéder au recrutement d'un éducateur de jeunes enfants afin de répondre aux exigences réglementaires dans les meilleurs délais ou de positionner l'agent ayant validé sa V.A.E. d' E.J.E., sur le poste vacant.

Par ailleurs, je note que la directrice occupe aussi la fonction d'infirmière diplômée d'état. Cependant, seules 3h30 de temps infirmier sont indiqués sur le planning (le mardi matin), quand la réglementation en impose 7h/semaine.

Ce temps devra donc être modifié afin de répondre favorablement à la réglementation.

Par ailleurs, l'étude des documents appelle les commentaires suivants :

Concernant l'organigramme :

Il conviendra de nous transmettre un organigramme indépendant du projet d'établissement.

Concernant le projet d'établissement :

- page 13 : dans le tableau, modifier le nombre exact de professionnelles et l'effectif en ETP, au regard du nombre d'agents effectivement présents.
- page 14 : concernant la directrice, ajouter les missions de l'article R. 2324-39-1 du code de la santé publique.
- page 14 et 15 : indiquer en équivalent temps plein chaque compétences mobilisées (cf. article R. 2324-29 du code de la santé publique).
- page 15 : concernant le référent "Santé et Accueil Inclusif", il convient d'indiquer sa qualification, les jours et horaires de ces interventions.
- page 16 : concernant les temps d'analyse des pratiques professionnelles, menées par Mme PONY, EJE, il convient d'indiquer sa qualification, les jours et horaires de ces interventions.
- page 22 : modifier la qualification de la personne chargée des analyses de pratique professionnelle qui est E.J.E. et non psychologue.

Dans le projet social :

Ajouter un paragraphe sur les dispositions prises pour la mise en œuvre du droit prévu au dernier alinéa de l'article L. 214-2* et à l'article L. 214-7** du code de l'action sociale et des familles, *Modalités d'accès aux enfants de familles en difficulté sociale ou à faible ressources **Réservation de places pour les enfants de familles engagées dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle ou création d'activité ou accompagnement pro.

En application de l'article D. 214-7 du CASF, les établissements d'accueil du jeune enfant doivent réserver des places d'accueil pour des enfants de personnes visées à l'article L. 214-7 (dont notamment des demandeurs d'emploi ou personnes en insertion).

Le nombre de places réservées à ce titre est fixé annuellement par le gestionnaire de l'établissement ou du service. Ce nombre ne peut être inférieur à « *une place par tranche de vingt places d'accueil* » y compris pour les micro-crèches.

Concernant le règlement de fonctionnement :

Les références réglementaires ne sont pas obligatoires. Si vous souhaitez les conserver, il convient d'ajouter :

- le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants
- l'arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage,
- l'arrêté du 23 septembre 2021 portant création d'une charte nationale pour l'accueil du jeune enfant,
- l'arrêté du 8 octobre 2021 relatif aux modalités d'organisation de l'accueil en surnombre en établissement et service d'accueil du jeune enfant,
- le décret du 4 novembre 2021 relatif à l'aménagement intérieur des établissements d'accueil du jeune enfant,
- l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant,
- le décret n° 2022-1772 du 30 décembre 2022 relatif aux expérimentations dans le domaine des services aux familles, aux établissements d'accueil de jeunes enfants et aux comités départementaux des services aux familles,

et de supprimer :

- le décret n°2000-762 du 1er août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans,
- le décret n°2010-613 du 7 juin 2010, relatif aux établissements de service d'accueil des enfants de moins de six ans,
- l'arrêté ministériel du 26 décembre 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018, relatif aux personnels des établissements d'accueil d'enfants de moins de six ans.
- page 6 : supprimer l'organigramme. Il conviendra de nous transmettre un organigramme indépendant du règlement de fonctionnement,
- page 6 : concernant le rôle de la directrice, ajouter les missions de l'article R 2324-39-1 du code de la santé publique,
- page 8 : dans le paragraphe dossier du personnel, rajouter dans les documents à fournir, le curriculum vitae et le diplôme,
- page 13 : revoir l'ensemble des paragraphes relatifs aux maladies :

Au regard de l'article R.2324-17 du code de la santé publique, le personnel ne peut refuser la présence d'un enfant qu'il considérerait comme "*malade*", si celui-ci est en capacité de jouer, de se nourrir et d'apprécier sa journée au sein de l'établissement.

Ainsi, vous ne pouvez refuser la présence d'un enfant présentant de la fièvre, des boutons...

Je vous rappelle que la présence du référent "Santé et Accueil Inclusif" doit permettre l'appréciation de l'état de l'enfant et sa prise en charge au sein de l'établissement.

page 18 - 19 : Le Ministère de la Santé a répertorié 11 pathologies à éviction obligatoire, dont seule une visite médicale peut confirmer le diagnostic (cf. liste ci-jointe).

Je vous invite à corriger le tableau des pathologies à éviction obligatoire.

De plus, le retour d'un enfant après une maladie ordinaire et/ou à éviction obligatoire ne nécessite ni la présentation d'un certificat médical, ni l'accord du médecin traitant, ni celui du personnel.

En cas de maladie ordinaire, l'enfant peut réintégrer l'établissement dès que son état général le permet.

En cas de maladie à éviction, l'enfant peut réintégrer l'établissement à l'issue de la période d'éviction et donc même avec de la température.

Vous ne pouvez exiger la présentation d'un certificat médical au retour de l'enfant quelle que soit sa pathologie.

Je vous précise qu'à ce jour, le Covid n'entre plus dans les maladies à éviction.

page 20 -21 : actualiser les barèmes CAF au regard de ceux de 2024.

Par ailleurs, concernant l'encadrement minimum requis au sein de l'établissement, l'effectif du personnel présent auprès des enfants doit être suffisant pour garantir (cf article R 2324-46-4 du code de la santé publique) :

- soit un rapport d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent ;
- soit un rapport d'un professionnel pour six enfants.

Le règlement de fonctionnement doit mentionner le choix opéré entre ces deux possibilités, car tout contrôle s'effectuera au regard de celui-ci.

Ajouter le paragraphe concernant les modalités de mise en œuvre de l'accueil en surnombre (Cf. article R. 2324-27 du code de la santé publique).

Ajouter un paragraphe sur les dispositions prises pour la mise en œuvre du droit prévu au dernier alinéa de l'article L. 214-2* et à l'article L. 214-7** du code de l'action sociale et des familles, *Modalités d'accès aux enfants de familles en difficulté sociale ou à faible ressources **Réservation de places pour les enfants de familles engagées dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle ou création d'activité ou accompagnement pro.

En application de l'article D. 214-7 du CASF, les établissements d'accueil du jeune enfant doivent réserver des places d'accueil pour des enfants de personnes visées à l'article L. 214-7 (dont notamment des demandeurs d'emploi ou personnes en insertion).

Le nombre de places réservées à ce titre est fixé annuellement par le gestionnaire de l'établissement ou du service. Ce nombre ne peut être inférieur à « *une place par tranche de vingt places d'accueil* » y compris pour les micro-crèches.

Concernant les protocoles annexés au règlement de fonctionnement :

Deux ne nous ont pas été transmis :

1° un protocole détaillant les mesures à prendre dans les situations d'urgence et précisant les conditions et modalités du recours aux services d'aide médicale d'urgence,

2° un protocole détaillant les modalités de délivrance de soins spécifiques, occasionnels ou réguliers, le cas échéant avec le concours de professionnels médicaux ou paramédicaux extérieurs à la structure,

Les protocoles d'administration de soins et celui aux services d'urgence sont à élaborer avec le référent "Santé et Accueil Inclusif".

Ils devront être datés et signés par ses soins.

Ainsi, dans le cadre de la mise à jour du dossier administratif de l'établissement, je vous remercie de bien vouloir me transmettre :

- un règlement de fonctionnement, un projet d'établissement, un organigramme, des plannings actualisés et les deux protocoles précités en tenant compte des remarques faite précédemment,
- le planning d'intervention du référent « Santé et Accueil inclusif » au sein de l'établissement pour l'année 2024,
- le planning d'intervention et le diplôme de Mme PONY, EJE, intervenant dans le cadre de l'analyse des pratiques professionnelles au sein de l'établissement pour l'année 2024,
- le dossier complet de Mme BABA, CAPPE, comportant une copie du diplôme, un curriculum vitae et un certificat médical d'aptitude au travail en collectivité d'enfants et de l'E.J.E. devant être recrutée le cas échéant,
- le diplôme et le curriculum vitae de Mme ADAM, CAPPE.

Dès réception de l'ensemble des documents demandés et s'ils répondent favorablement à la réglementation nous procéderons à la rédaction d'un avis modificatif.

Envoyé en préfecture le 26/06/2024

Reçu en préfecture le 26/06/2024

Publié le 26/06/2024

ID : 083-218300044-20240624-DEH2844H1-DE



Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, et vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

**Pour le Président du Conseil départemental du Var et par délégation
Responsable de la cellule des établissements d'accueil de jeunes enfants**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Blanche RUAU'.

Mme Blanche RUAU

Copie: UPS Aire dracénoise/Fayence

L'éviction de la collectivité est réservée à 11 pathologies seulement

L'éviction de la collectivité est une obligation réglementaire pour certaines pathologies. Ces dernières sont peu nombreuses :

- > L'angine à streptocoque
- > La scarlatine (une des formes d'angine à streptocoque)
- > La coqueluche
- > L'hépatite A
- > L'impétigo (lorsque les lésions sont étendues)
- > Les infections invasives à méningocoque
- > Les oreillons
- > La rougeole
- > La tuberculose
- > La gastro-entérite à *Escherichia coli* entéro-hémorragique
- > La gastro-entérite à *Shigella sonnei*